

Unité départementale du Loiret
03 rue du Carbone
45072 Orléans

Orléans, le 21/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AXEREAL

36 rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références : 285/2024
Code AIOT : 0010002249

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2024 dans l'établissement AXEREAL implanté Avenue d'Orléans Chemin des Clos Neufs 45190 Beaugency. L'inspection a été annoncée le 13/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAL
- Avenue d'Orléans Chemin des Clos Neufs 45190 Beaugency
- Code AIOT : 0010002249
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le complexe céréalier de Beaugency de la Société Coopérative Agricole AXEREAL relève du régime

de l'autorisation au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) du fait du volume de ses installations de stockage en vrac de céréales, en silo vertical (rubrique 2160-2).

Il comporte également des activités de stockage en vrac de céréales en silo plat, d'engrais solides et de produits phytopharmaceutiques ainsi que de travail et de séchage de céréales, relevant respectivement du régime de la déclaration au titre des rubriques 2160-1, 4702, 4510 et 2260. Les activités de stockage d'engrais liquides sont quant à elles non classées.

Ces activités sont encadrées par arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 10 février 2000, complété par l'arrêté préfectoral du 25 août 2016 de prescriptions complémentaires.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Gestion des suites de la visite précédente – NC2	Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article 7.3.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	Gestion des suites de la visite précédente – R1	Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article 9.2.3.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Propreté des installations	Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article 8.1.5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	2 mois
6	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article 7.7.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Vieillessement des structures	Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article 8.3.6	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Prévention des risques d'explosion et	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	d'incendie			
7	Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 4.3.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des suites de la visite précédente – NC2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Equipement ATEX
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 24/08/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.</p> <p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. [...]</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport.</p> <p>Des actions correctives sont engagées dans les délais les plus brefs afin que le matériel reste en bon état et en permanence conforme à ses spécifications techniques d'origine. Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats :

Pour répondre aux constats relevés lors de la visite du 14 juin 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection, le 03 avril 2024, les rapports électriques de la société DEKRA, ci-dessous.

Le prestataire hiérarchise les constats de la manière suivante :

U1 : Ecart technique nécessitant une action corrective immédiate ;

U2 : Ecart technique nécessitant une action corrective à court terme ;

U3 : Ecart technique nécessitant une action corrective à moyen terme.

Concernant le :

- rapport quadriennal de vérification installations électriques référentiel Code du travail - Silo Cherrier - 21/06/2023 - n°115899232301R001

- 1 anomalie U1 ("*présence de poussière et de rats, remontée de sable excréments, etc,...sous et autour des cellules HT, ainsi que du côté du tgbt, y remédier*") et 2 anomalies U3.

Q18 - silo Cherrier - 21/06/2023 - n° 115899232301R001 - Conclusion : l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

Dans la partie « constatations » le prestataire indique : non vérification du *Dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel* **Motif de non vérification : Coupures non autorisées**

- rapport quadriennal de vérification installations électriques référentiel Code du travail - Bâtiment séchoir - 21/06/2023 - n°115899232301R005

- 6 anomalies U3 relevées. La société INEO a réalisé une intervention sur une des anomalies répertoriées, le 06/12/2023 (dispositif DR en circuits terminaux).

Q18 - silo Boutard - 21/06/2023 - n° 115899232301R005 - Conclusion : l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

- rapport quadriennal de vérification installations électriques référentiel Code du travail - silo Boutard - 21/06/2023 - n°115899232301R003

- 1 anomalie classée U2 « cablette de terre à resserrer durablement et supprimer le scotch et serrer l'écrou » (silo boutard).

Par sondage, l'inspection a ainsi constaté que sur le rapport de vérification électrique n°115899232301R005 (séchoir) en date du 21 juin 2023, le tampon de la société INEO est apposé devant le constat sur le « dispositif DR en circuits terminaux IC60N C50A » (classé U3) et qu'une date, le 06/12/2023, est inscrite en bas du document.

De même pour le rapport de vérification électrique n°115899232301R001 (silo Cherrier), le tampon du prestataire est également apposé devant l'anomalie relevée au niveau du poste de livraison HT(classé U1). La date du 06/12/2023 est également inscrite en bas du document.

L'exploitant a expliqué que la société INEO appose son tampon devant les anomalies qu'elle a traité et que la date précise le jour de l'intervention.

Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis, le 22 mai 2024, les rapports électriques de la société DEKRA suivants :

- rapport de vérification installations électriques référentiel ICPE - Silo Boutard - 21/06/2023- n°115899232301R004 ;
- aucun écart constaté

- rapport de vérification installations électriques référentiel ICPE - Silo Cherrier - 21/06/2023- n°115899232301R002 ;
- 2 écarts : (risque incendie) Local haute tension (poussières) et moteur (absence d'accès ou d'identification)

- rapport de vérification installations électriques référentiel ICPE - Bâtiment Séchoir - 21/06/2023- n°115899232301R006
- aucun écart constaté

Les rapports de vérification électrique DEKRA (n°115899232301R004, n°115899232301R002 ; n°115899232301R006) présentent des incohérences. L'organisme de contrôle indique : « *mesurage non réalisé en l'absence d'autorisation du client, seul un examen visuel a été effectué (cas notamment des prises de terre, conducteurs de protections et liaisons équipotentielles)* » Pour autant, dans la partie réglementation ICPE les rapports concluent que « aucun écart constaté, valeurs mesurées satisfaisantes ».

Par sondage le Q18 - n° 115899232301R001 présente également une incohérence. En effet, le prestataire indique une vérification complète des installations électriques de l'établissement. Or, comme mentionné ci dessus, l'organisme agréé n'a pas effectué un contrôle exhaustif de l'ensemble des installations électriques.

Cependant, dans le tableau des constatations, le prestataire indique que le « *Dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel* » n'a pu être effectué du fait que la coupure n'a pas été autorisée.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté les derniers rapports de la société DEKRA suite aux vérifications effectuées sur site le 15/04/2024 et 17/04/2024.

Les rapports sont les suivants :

- rapport de vérification électrique référentiel ICPE - silo Boutard - 16/05/2024 - n°115899232401R004 ;
- 5 écarts (4 classés U2 - et 1 classé U3).

Le Q18 conclut que l'installation ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

- rapport de vérification électrique référentiel ICPE - silo Cherrier - 16/05/2024 - n°115899232401R002 ;

- 1 écart classé U1 (présence de poussière et de nuisibles dans le local Haute Tension) et 4 écarts classés U3. 4 écarts sur 5 ont déjà été signalés par l'organisme de vérification.

Le Q18 conclut que l'installation ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

La conclusion de l'organisme agréé est incohérente avec l'anomalie U1 constaté en prenant en référence la grille de caractérisation de DEKRA. En effet, la présence de poussières dans un local Haute tension est de nature à entraîner un risque d'incendie.

L'inspection s'est rendue dans le local HT du silo Cherrier. Il a été constaté l'absence de poussières (présence de gravillons autour des armoires). Cependant il a été effectivement constaté la présence de traces de nuisibles (crottes de rongeurs).

- rapport de vérification électrique référentiel ICPE - Séchoir - 16/05/2024 - n°115899232401R006 ;

- 5 écarts classés U3. Ces 5 écarts ont déjà été signalés.

Le Q18 conclut que l'installation ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

- rapport quadriennal de vérification installations électriques référentiel Code du travail - silo Boutard - 16/05/202 - n°115899232401R003 ;

- 6 écarts (5 classés U2 et 1 classé U3)

L'organisme de vérification indique : « *Examen des matériels électriques situés dans les faux-plafonds, non accessibles sans démontages. La vérification des matériels électriques en hauteur et inaccessibles en l'absence de moyens d'accès en sécurité mis à notre disposition. Vérification de la continuité de la mise à la terre des appareils d'éclairage installés en hauteur, faute de mise à disposition de moyens d'accès en sécurité.* ».

La société DEKRA indique une vérification complète malgré les limitations de prestations susvisées.

- rapport quadriennal de vérification installations électriques référentiel Code du travail - silo Cherrier - 16/05/2024 - n°115899232401R001 ;

- 4 écarts (1 classé U2 et 3 classés U3)

L'organisme de vérification indique : « *Examen des éléments internes des cellules haute tension du client non réalisé en l'absence d'autorisation de coupure ainsi que les essais des éventuels dispositifs de verrouillage (accès, coordination). La vérification des matériels électriques en hauteur et inaccessibles en l'absence de moyens d'accès en sécurité mis à notre disposition. Vérification de la continuité de la mise à la terre des appareils d'éclairage installés en hauteur, faute de mise à disposition de moyens d'accès en sécurité.* ».

Le prestataire indique une vérification complète malgré les limitations de prestations susvisées.

- rapport quadriennal de vérification installations électriques référentiel Code du travail - séchoir - 16/05/2024 - n°115899232401R005 ;

- 5 écarts classés U3.

La société DEKRA indique : « *La vérification des matériels électriques en hauteur et inaccessibles en l'absence de moyens d'accès en sécurité mis à notre disposition. Vérification de la continuité de la mise à la terre des appareils d'éclairage installés en hauteur, faute de mise à disposition de moyens d'accès en sécurité.* ».

Le prestataire indique une vérification complète malgré les limitations de prestations précitées.

Lors de la dernière vérification du 15 avril au 17 avril 2024, l'exploitant indique que des coupures ont été effectuées aux niveaux des armoires électriques des différents bâtiments.

Pour autant, l'inspection constate que des écarts sont récurrents (comme par exemple, le marquage du matériel sur moteur redler du transporteur de stockage 1 RHA du silo Cherrier) et que les rapports électriques présentent également des incohérences.

L'exploitant ne justifie pas d'un plan d'action pour résorber l'ensemble des anomalies sur ses installations électriques.

Ecart [PdC n°1] En l'absence d'une résorption de l'ensemble des anomalies électriques au titre des rapports ICPE réalisés en 2024 et en l'absence d'un contrôle exhaustive de l'ensemble des installations électriques, l'exploitant ne justifie pas d'installations électriques entretenues en bon état et conformes en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place un plan d'action pour résorber l'ensemble des anomalies électriques de son établissement afin de respecter les réglementations et les normes électriques en vigueur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Gestion des suites de la visite précédente – R1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article 9.2.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien et contrôles périodiques - séchoirs

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 24/08/2023

Prescription contrôlée :

Les installations font l'objet d'un programme d'entretien, de contrôle et de maintenance (automatismes, régulation, brûleurs, ventilateurs, systèmes d'extraction des grains...) décrit par une procédure spécifique qui mentionne notamment la fréquence de ces opérations.

Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...]

Constats :

Dans un courrier, en date du 21 décembre 2023, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle des pressostats de détection de baisse de pression de gaz naturel. Le contrôle a été réalisé le 30/01/2024 et le rapport rédigé le 01/02/2024 par la société SMES.

L'écart sur ce point est levé.

En ce qui concerne la vérification annuelle du séchoir, l'exploitant a présenté la fiche d'autorisation de travaux du 15 avril 2024 sur laquelle est mentionnée la vérification du séchoir par la société CFCAI.

Postérieurement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis une fiche de déplacement en date du 16 avril 2024 de la société CFCAI.

Selon ce document, l'intervenant a procédé (tableau de vérification par cochage):

- Vérification et entretien de la panoplie et du brûleur ;
- Vérification et entretien de l'appareillage électrique ;
- Vérification du système de détection de fuite de gaz : non réalisé car non prévu au contrat
- Vérification et contrôle de l'aspersion : Vérification et contrôle de l'état des tuyauteries ; la mise en service à vide de l'installation d'aspersion n'a pas été réalisée car non prévu au contrat.
- Essais à vide de l'installation : la mise en route du compresseur avec contrôle arrêt par contacteur manométrique n'a pas été réalisée car non prévu au contrat.

Dans la partie Observation/travaux à prévoir : l'intervenant indique que le nettoyage est à reprendre sur certaines parties du séchoir (zone air chaud inférieur, air usé inférieur et supérieur y compris les filtres rotatifs et le bras de la rangée supérieure ...).

Pas d'écart constaté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu des observations de la société CFCAI sur le manque de nettoyage des éléments intérieurs du séchoir, l'exploitant doit justifier du nettoyage du séchoir avant sa remise en service pour la campagne 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Vieillessement des structures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article 8.3.6

Thème(s) : Risques accidentels, vieillissement des structures

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/06/2023

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 24/08/2023

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos. Il est remédié à toute dégradation (début de corrosion, amorce de fissuration...) susceptible d'être à l'origine de la rupture d'une paroi dans les délais les plus brefs.

L'exploitant met en place une procédure de contrôle visuel des parois de cellules, réalisé au moins une fois par an, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration. Cette procédure spécifie la nature et la fréquence de ces contrôles qui donnent lieu à un enregistrement.

Constats :

Constats

Dans un courrier du 21 décembre 2023, l'exploitant a transmis des photos des travaux en cours de réalisation sur la chambre à poussières et le regard de la tête élévateur du silo Cherrier du site.

Au cours de la visite, l'inspection a constaté que l'exploitant a bien procédé à la réfection de la chambre à poussières et au rehaussement du regard, avec l'installation d'une protection contre les intempéries

Au printemps, l'exploitant a procédé à un contrôle des bâtiments composant l'installation sans prendre connaissance de l'historique de surveillance du vieillissement des structures.

Suite à ce contrôle, une fiche de surveillance FE 005-F Vieillissement des structures, en date de 02/24, a été remplie pour le silo Cherrier. L'anomalie relevée est une « *perte d'air par la dalle intérieure/extérieure et par les cloisons métalliques au niveau de la galerie de ventilation* » (classée D2). Le rapport a été transmis à la Direction technique de la société d'AXEREAL.

L'exploitant ne garde pas de copie, sur site.

Au cours de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection les travaux effectués sur la galerie de ventilation, accolée au silo Cherrier. Ces travaux consistaient à remplacer des palplanches (au niveau du sol), corrodées.

L'exploitant a présenté la procédure « Vieillissement des structures » n°CE108, version du 18/01/2016.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article 8.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté – poussières
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 13/08/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. [...]</p> <p>Toutes les parties des silos, ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel, sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La quantité de poussières n'est pas supérieure à 50 g/m². Des croix peintes sur le sol et judicieusement placées peuvent servir de repère pour évaluer le niveau d'empoussièrement.</p> <p>Des consignes écrites de nettoyage précisent notamment les volumes et les surfaces à nettoyer, le personnel qui a la charge de ce nettoyage, le matériel à utiliser et sa disponibilité, les modalités du contrôle et des vérifications de propreté.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur le registre de « maintenance préventive », l'inspection a constaté l'enregistrement de rondes (par sondage, 08/03/2024 ; 15/04/2024).</p> <p>L'exploitant a indiqué que lors de ses rondes, il peut procéder au nettoyage des installations. Cependant, aucune indication ne figure sur le registre, aux dates des rondes, quant au lieu et au type de nettoyage.</p> <p>L'exploitant ne procède pas à l'enregistrement des dates de nettoyage des installations sur le registre prévu à cet effet.</p> <p>Ecart [PdC n°4] L'exploitant n'enregistre pas les dates de nettoyages des installations sur le registre prévu à cet effet.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que les installations étaient globalement propres.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, Système de dépoussiérage

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 13/08/2023

Prescription contrôlée :

[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]

Constats :

Par courrier du 21 décembre 2023, l'exploitant a transmis un bon de commande pour l'installation de détecteurs de déport de bande sur le transporteur à bande du chargement train.

Par un courrier en date 03 avril 2024, l'exploitant a justifié leur mise en place par la transmission de photos.

Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence effective des déports de bande sur le transporteur à bande du chargement train.

De ce fait, l'écart de la visite précédente est levé et le point 1c du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est abandonné.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article 7.7.2

Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques

Prescription contrôlée :

Les équipements sont maintenus en bon état.

Tous les matériels concourant à la lutte contre un sinistre sont maintenus en bon état , repérés, facilement accessibles et vérifiés au moins une fois par an.

[...]

Constats :

Le 21 février 2024, la société EUROFEU a procédé à la vérification des extincteurs du site.

L'inspection a constaté l'enregistrement de l'intervention du prestataire sur le registre «

maintenance préventive » du site, à la date précitée.

L'exploitant a transmis le rapport de vérification de la société d'EUROFEU, postérieurement à la visite.

Le prestataire y indique le remplacement de 3 extincteurs.

Par sondage, l'inspection a vérifié la date de validité de l'extincteur à hauteur de la case n° 1 du magasin d'engrais. L'étiquette de vérification est en date de février 2024. Il en est de même, pour un des extincteurs de la tour de manutention du silo Cherrier (emplacement n°3).

Par ailleurs, l'exploitant ne justifie pas du contrôle des colonnes sèches du site.

Par sondage, l'étiquette apposée sur la colonne sèche du séchoir indique une vérification en date de mars 2023.

[PdC n°6] L'exploitant n'a pas réalisé le contrôle annuel des colonnes sèches des installations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 4.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie

Prescription contrôlée :

Les magasins de stockage sont pourvus de système de détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz.

Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés. Ils sont conformes aux normes en vigueur et vérifiés tous les ans.

Ce système de détection n'est pas requis pour les aires de stockage à l'air libre ou pour les stockages possédant au moins deux faces ouvertes en permanence sur l'extérieur.

Constats :

L'établissement est soumis au régime de la déclaration avec contrôle périodique pour les engrais classés sous les rubriques ICPE : 4702 ; 4702-II et 4702-III.

La quantité totale autorisée sur site est 1245 tonnes.

L'établissement est non-classé pour le stockage d'engrais de type 4702-IV.

Le magasin d'engrais se compose de 4 cellules de stockage en vrac ; chacune équipée d'un détecteur d'oxydes d'azote (NOx).

L'exploitant a transmis le rapport d'intervention de la société BE ATEX en date du 25/08/2023. Pas d'anomalie.

Ce document indique l'installation de 4 détecteurs gaz NO₂ (n° de série : 23064ZB-141 ; 23064ZB-138 ; 23064ZB-140 et 23064ZB-139).

L'inspection a constaté que le système de détection de gaz était opérationnel lors de la visite.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite